Éducation. A l'appel d'une intersyndicale, des personnels des CFA et lycées de tout le Languedoc-Roussillon se sont rassemblés devant la direction régionale de l'Agriculture.

Ils alertent sur un enseignement agricole public fragilisé

Ils sont venus de Montpellier. Nîmes, Carcassonne, Rivesaltes ou Saint-Chély d'Apcher. A l'appel national d'une intersyndicale Snetap FSU, Syac CGT, FO Snerma et Sud Rural Équipement, une trentaine de personnels de l'enseignement agricole public se sont rassemblés hier matin à Montpellier, devant la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf), émanation de leur ministère de tutelle (Agriculture). "Nous sommes là pour défendre la qualité de l'enseignement agricole public, impactée par la poursuite de la politique d'austérité qui touche toutes les missions de service public", énonce Sylvain Cochard, représentant Snetap FSU. Les syndicats dénoncent notamment la réduction des places offertes dans le service public qui, de fermeture de classe en fermeture de classe, débouche sur le refus d'élèves pourtant désireux de s'inscrire dans les formations

Une vingtaine de candidatures refusées au lycée F. Bazille

Ainsi par exemple au lycée Frédéric Bazille, à Montpellier, "on a dû refuser une vingtaine de candidatures dans la filière STAV (sciences et technologies de l'agronomie et du vivant)", rapporte un enseignant d'histoire-géo. "Or nous avons perdu une première S à la rentrée : nous demandons donc qu'elle soit compensée par l'ouverture d'une STAV supplémentaire, puisqu'il y a le nombre d'élèves suffisant", poursuit-il. De même, le lycée de Nîmes s'est vu amputer d'une classe de 2nde. D'où la demande des syndicats que la dotation globale horaire (DGH) "notoirement insuffisante en Languedoc-Rousillon" soit révisée à la hausse, de



Une trentaine de personnes se sont rassemblées hier devant la Draaf, à Montpellier, dans le cadre d'une journée d'action intersyndicale (FSU, CGT, FO et Sud). (PHOTO A.G).

façon à "pouvoir honorer la totalité des voeux des élèves".

Une requête qui s'inscrit dans une revendication plus large : "donner la priorité à l'enseignement agricole public", là où aujourd'hui le privé - également géré par la Draaf - rafle très largement la mise. "Nos établissements ne scolarisent plus que 34% des élèves", alertent les syndicats.

Autre point important soulevé lors du rassemblement : "l'augmentation de la souffrance au travail dans les CFA - centres de formation d'apprentis - et CFPPA - centres de formation professionnelle pour adultes - due, dans certaines structures comme à Nîmes, à un management qui fait subir des pressions aux personnels et dans d'autres, c'est le cas de l'Aude, à des difficultés de gestion financière. Au point que certains agents contractuels se demandent s'ils ne vont pas être licenciés", assure le représentant du Snetap FSU, qui réclame "une gestion plus humaine" ainsi qu'une "homogénéité sur les contrats dans la région".

"Contrairement à l'Éducation nationale, il n'y a pas de carte scolaire dans l'enseignement agricole, si bien que les élèves viennent parce qu'ils en font la demande. Mais si on a une mauvaise image, ils ne postuleront pas", analyse Sylvain Cochard, qui craint qu'à terme, entre la concurrence du privé et le manque de moyens alloués au public, certaines structures ne soient menacées.

Le ministre de l'Agriculture étant de passage à Montpellier, les manifestants n'ont pas été reçus par le directeur régional de la Draaf, parti à la rencontre de Stéphane le Foll au salon Sitevi. L'audience a néanmoins eu lieu, mais "choqués par l'attitude et les propos de la chef de service", les personnels disent avoir mis fin prématurément à l'entretien.

A.G.

Économie. Une mission de la Région s'y est rendue du 15 au 19 novembre.

Des coopérations à venir avec le Japon

■ Du 15 au 19 novembre, la Région Languedoc-Roussillon a organisé au Japon une mission économique composée du vice-président communiste Jean-Claude Gayssot accompagné de Sud de France et de chefs d'entreprises régionales à Tokyo, Osaka et Kyoto.

L'objectif de cette mission était de « favoriser la recherche de collaborations institutionnelles et de partenariats industriels, technologiques et financiers pour les entreprises régionales » ainsi que « l'implantation d'investisseurs japonais en Languedoc-Roussillon » (Horiba et NTN sont déjà présents).

Les rencontres avec l'Ambassadeur de France à Tokyo, le Consul et le Gouverneur de Kyoto, les dirigeants des groupes NTN et HORIBA, Nano Satellite Center

(...) ont permis selon la Région d'ouvrir de « nombreuses opportunités » (groupe Systheia). Des « collaborations » sont par exemple envisagées avec le Centre spatial universitaire de Montpellier et ses industriels ou sur la valorisation du savoir-faire et des compétences régionales en démantèlement autour du site de Marcoule. Un partenariat technologique entre Horiba et Medithau sur la mesure et l'analyse de la qualité de l'eau de mer en temps réel dans les lagunes est à l'étude. De même qu'une collaboration technologique entre Horiba et la société SDTECH nano portant sur l'analyse et la caractérisation de nano particules. Enfin, a été évoqué le renforcement de l'activité du secteur aéronautique du groupe NTN en L-R / M-P.



La délégation s'est rendue à Tokyo, Osaka et Kyoto. (PHOTO REGION L-R)

En bre

La Poste : grève reconduite

Les postiers de Mauguio entament ce mercredi leur troisième jour de grève à l'appel de la CGT. Hier 85% du personnel a reconduit le mouvement initié lundi. Ce matin vers 9h, les postiers grévistes se réuniront une fois de plus devant le centre courrier de Lattes (Z.I font de la Banquière) dans l'attente d'être reçus par leur direction.

La Poste n'a pour l'instant pas trouvé utile de recevoir la CGT pour la négociation du préavis en dehors d'une réunion formelle tenue la semaine dernière. Le personnel dénonce le « mépris » de la direction au travers de l'attitude du directeur d'établissement. « Aucune réponse n'est amenée pour satisfaire les revendications des salariés », assure la CGT.

Perquisition à la salle de prière de Gigean

Dans le cadre de l'état d'urgence décrété après les sanglants attentats parisiens, les gendarmes de Gigean et Pézenas ont mené une perquisition administrative à la salle de prière de Gigean, lundi soir vers 23h. Des documents ont été saisis et vont être analysés.

Rassemblements des retraités

A l'appel des organisations syndicales et associations départementales CGT, FSU et LSR, les retraité-e-s se sont rassemblés hier à Montpellier, Béziers et Bédarieux afin d'exiger une revalorisation urgente de l'ensemble des pensions. "Depuis avril 2013, date à laquelle le gouvernement avait décidé de geler le montant des pensions, l'annonce d'une revalorisation à « hauteur » de + 0,1% à compter du 1er octobre vient résonner comme une nouvelle provocation à l'égard des retraités", dénoncent les organisations. "Décidément, ce gouvernement prend les retraités pour des nantis, alors que l'immense majorité d'entre eux peinent à boucler leurs fins de mois", assurent-telles. "La baisse du niveau de vie des retraités n'est ni acceptable, ni inéluctable."

Labelliser le parc naturel régional de l'Aubrac

Le président de Midi-Pyrénées, Martin Malvy, a adressé au préfet de Région et préfet coordonnateur, Pascal Mailhos, l'avant-projet de charte du PNR de l'Aubrac pour avis intermédiaire du conseil national de la protection de la nature et de la Fédération des parcs naturels régionaux de France. Cette démarche vise à obtenir la labellisation du parc naturel régional de l'Aubrac.